

Aff N°: C25167274

N° chrono: 5

Date: 28/07/25

## **PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ**

### **Création des descentes eaux pluviales et eaux usées à la Cité douanes AJACCIO (2A)**

#### **MAITRE D'OUVRAGE**

VAR AMENAGEMENT DEVELOPPEMENT  
Av D'ENTRECASTEAUX  
BP 1406  
83056 TOULON CEDEX



**apave**

mission de confiance

**Maître d'oeuvre**

EQOTEC  
47, route du Vittulo  
20000 AJACCIO  
France

## COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE

### PHASE DE CONCEPTION

APAVE INFRASTRUCTURES ET  
CONSTRUCTION FRANCE - AJACCIO  
BACHMANN VALERIE  
ROUTE DE MEZZAVIA  
IMMEUBLE IVOIRE  
20090 AJACCIO

### PHASE DE REALISATION

APAVE INFRASTRUCTURES ET  
CONSTRUCTION FRANCE - AJACCIO  
BACHMANN VALERIE  
ROUTE DE MEZZAVIA  
IMMEUBLE IVOIRE  
20090 AJACCIO

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	28/07/25	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	5

## PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

### Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général simplifié de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général simplifié de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur nom.prénom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel nom.prénom correspond au nom et prénom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

Risques (Arrêté du 25.02.03)	Exemples de travaux - Liste indicative - Remarques
<b>Chute de hauteur de plus de 3 m.</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ charpente, toiture, étanchéité, pylône, château d'eau, pont, ...</li> <li>■ montage, démontage, utilisation d'échafaudages, de PEMP(1), de PIR (2)</li> <li>■ tranchées de grande profondeur, excavations, terrain escarpé, falaises, ...</li> </ul>
<b>Risques d'ensevelissement ou d'enlèvement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ tranchées, fouilles, excavations, travaux en pied de talus, ...</li> <li>■ travaux à proximité de stockages de matière pulvérulente, liquide, ...</li> <li>■ sols mouvants, fosses, silos, ...</li> </ul>
<b>Risques électriques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ contact avec des pièces nues sous- tension &gt; à la TBT (50V. alternatif)</li> <li>■ à proximité de lignes aériennes ou enterrées (HTA - HTB)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ rappels (alternatif) : HTA &lt; 50 KV - HTB &gt; 50 KV</li> <li>■ travaux sur installations électriques au voisinage de pièces nues sous tension</li> <li>■ levage, manutention, montage d'éléments préfabriqués</li> <li>■ utilisation de PEMP(1), de semi, de bennes, d'échafaudages, ...</li> <li>■ terrassement, creusement, tranchées, forages, sondages, ...</li> <li>■ travaux en façade d'immeuble</li> </ul>
<b>Retrait ou confinement d'amiante friable</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux impliquant un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation</li> <li>■ travaux sur : calorifuge, flocage, bourre / carton d'amiante, tresse, bourrelet, textile, feutre, enduits, plâtre amianté / mortier</li> <li>■ travaux de retrait avant démolition</li> <li>■ travaux de fixation, d'imprégnation, d'enclassement y compris sur installations et équipements industriels, ...</li> </ul>
<b>Exposition à des substances chimiques ou agents biologiques nécessitant une surveillance médicale particulière</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux énumérés par les arrêtés du 11/07/77 ou du 11/05/82 (secteur agricole). Exemples : poussières d'amiante, de bois, de silice, d'ardoise, plomb, peinture par pulvérisation, agents cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, agents biologiques pathogènes (égouts, abattoirs, aéro- réfrigérants, ...)</li> </ul>
<b>Démolition, déconstruction, réhabilitation impliquant les structures porteuses, d'un ouvrage ou partie d'ouvrage</b> (Volume initial supérieur à 200m3)	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ démolition totale ou partielle d'ouvrage</li> <li>■ réhabilitation totale ou partielle</li> </ul>
<b>Montage ou démontage d'éléments préfabriqués lourds</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ tous travaux au sens de l'article R.4534-103 du code du travail</li> <li>■ éléments faisant partie intégrante de la construction : éléments préfabriqués en béton ou métalliques, pré-dalles, charpentes, poteaux, panneaux, etc.</li> </ul>
<b>Mise en œuvre d'appareils de levage de capacité supérieure à 60 tonnes mètres</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ grue à tour ou mobile capable de lever 20 tonnes à 3 mètres ou 10 tonnes à 6 mètres ou 3 tonnes à 20 mètres, etc.</li> </ul>
<b>Reprise en sous-œuvre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ tous types de travaux de reprise en sous-œuvre</li> <li>■ voir article R.4534-26 du code du travail</li> </ul>
<b>Travaux exposant à des radiations ionisantes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ radiographies de soudures, rayons X, etc.</li> </ul>
<b>Risques de noyade</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux au dessus ou à proximité de l'eau : ponts, quais, piscines, berges, bacs, bassins de rétention, stations d'épuration, ...</li> </ul>
<b>Travaux en plongée appareillée et travaux en milieu hyperbare</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux subaquatiques : travaux fluviaux, maritimes, dans les ports, piscines, écluses, ...</li> <li>■ travaux en air comprimé (percement de tunnel, locaux, enceintes ou volumes pressurisés (surpression &gt; 0,1 bar - essais, épreuves, recherche de fuites, ...)</li> </ul>
<b>Travaux de puits, terrassements souterrains, tunnels</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ voir les articles R.4534-40 et suivants du code du travail</li> </ul>
<b>Usage d'explosifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ travaux publics - démolitions d'immeubles</li> </ul>
<b>Autre risque détecté après analyse, en concertation avec le maître d'ouvrage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ interférences avec un établissement en activité : risque industriel majeur, interface avec présence de public, réseaux ferré, routier, etc.</li> </ul>

(1) PEMP : plate-forme élévatrice mobile de personnes - (2) PIR : plate-forme individuelle roulante

## SOMMAIRE

<b>1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION</b>	<b>7</b>
1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION	7
<b>2. ENCLENCHEMENT DE LA MISSION DE COORDINATION SPS</b>	<b>9</b>
2.1. DOCUMENTS ET INFORMATIONS A COMMUNIQUER AU COORDONNATEUR	9
<b>3. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS</b>	<b>10</b>
3.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	10
3.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	10
3.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	13
3.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	13
<b>4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT</b>	<b>15</b>
4.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	15
4.2. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE	15
4.3. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	16
<b>5. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER</b>	<b>21</b>
5.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	21
<b>6. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES</b>	<b>22</b>
6.1. ORGANISATION DES SECOURS	22
<b>7. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</b>	<b>23</b>
7.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	23
<b>8. ANNEXES</b>	<b>24</b>

8.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	24
8.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	28
8.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB	28
8.4. CALENDRIER DES TRAVAUX	28
8.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	28
8.6. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL	28
8.7. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	28
8.8. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	29

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

### 1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION

#### 1.1.1 Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

**Nom de l'opération :**

Création des descentes eaux pluviales et eaux usées à la Cité douanes - AJACCIO (2A)

**Descriptif de l'opération :**

Réalisation de travaux sur les descentes E.P & E.U

**Calendrier :**

Date début des travaux : 1/10/2025

Durée totale des travaux : 4 mois

**Planning - Phasage de l'opération :****Effectifs :**

Effectif moyen prévisible : 4

Effectif pointe prévisible : 6

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 3 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

#### 1.1.2 Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

#### 1.1.3 Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

#### 1.1.4 Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Permis de construire - Prescriptions particulières

Déclaration préalable

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr) - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) à faire.

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence du public, des usagers

Servitudes particulières

#### 1.1.5 Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention. Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr)

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence du public, des usagers

Servitudes particulières

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal



## 2. ENCLENCHEMENT DE LA MISSION DE COORDINATION SPS

### 2.1. DOCUMENTS ET INFORMATIONS A COMMUNIQUER AU COORDONNATEUR

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>PREVENTION DES RISQUES DE COACTIVITE</b>			
32	<p><b>Pièces écrites, plans</b></p> <p>Les éléments énumérés ci-après sont indispensables à la mise en œuvre de la coordination S.P.S., dans le respect des exigences réglementaires. Ils nous permettront d'élaborer les documents dont vous nous avez demandé la rédaction, en particulier le Plan Général de Coordination SPS, que vous devrez joindre au DCE. Les informations et documents ci-dessous ne nous sont pas parvenus. Nous vous remercions de bien vouloir nous les communiquer au plus tôt.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Coordonnées de la maîtrise d'oeuvre</li> <li>- Liste, même partielle, des entreprises déjà retenues, avec leurs coordonnées</li> <li>- Plans projet de la maîtrise d'oeuvre</li> <li>- Liste des lots - C.C.A.P. - C.C.T.P.</li> <li>- Calendrier prévisionnel des études, des travaux, ainsi que le planning des travaux</li> <li>- Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'Oeuvre conformément à l'article R 4532-44 2° du code du travail</li> <li>- Plan d'installation de chantier</li> <li>- Rapport de sol</li> <li>- Rapport de repérage amiante avant travaux</li> <li>- Rapport de repérage plomb avant travaux</li> <li>- Copie de l'état des risques naturels et technologiques relatifs au lieu de l'opération</li> <li>- Copie de la DT (Déclaration de travaux - Consultation obligatoire du téléservice : <a href="http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr">www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr</a>) et des réponses des différents exploitants d'ouvrage.</li> <li>- Diagnostic des existants (chantier de rénovation, réhabilitation, restructuration)</li> <li>- Tous les plans des réseaux disponibles chez le maître d'ouvrage</li> <li>- Règlement intérieur de l'établissement exploité (cas du chantier situé à l'intérieur d'un établissement maintenu en exploitation)</li> <li>- Plan de situation du chantier</li> <li>- Tout document que vous jugerez utile à la réalisation de notre mission de coordination SPS</li> </ul>	<p>Maître d'oeuvre Toutes entrep.</p>	<p>Maître d'oeuvre Toutes entrep.</p>	<p>Durée chantier</p>

### 3. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

#### 3.1. MODALITÉS D'ACCÈS DES DIFFÉRENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
23	<p><b>DISPOSITIONS NÉCESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISÉES PUISSENT ACCÉDER AU CHANTIER</b></p> <p><b>Clôture de chantier</b></p> <p>Mettre en place une clôture de chantier, pour la durée totale des travaux, afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier.</p> <p>Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien.</p> <p><b>Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.</b></p>			Avt arriv. Ent
36	<p><u>Caractéristiques générales</u></p> <p>Clôture constituée d'éléments rigides, jointifs, de hauteur supérieure à 2 mètres, capables de s'opposer à la pénétration d'une personne dans l'enceinte du chantier et sera munie:</p> <p>d'un portail d'accès muni d'un dispositif de fermeture verrouillable destiné à interdire l'accès durant les périodes d'inactivité (nuit, week end,...).</p> <p>de pictogrammes des équipements de protection individuelle obligatoire</p> <p>Les panneaux réglementaires <b>CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC et PORT DU CASQUE et DES CHAUSSURES DE SÉCURITÉ OBLIGATOIRE</b> seront mis en place sur le portail d'accès et sur la périphérie de la clôture.</p>			Durée chantier
24	<p><u>Signalisation par panneaux</u></p> <p>Mettre en place des panneaux portant la mention "<b>CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC</b>" fixés sur la clôture de chantier et répartis sur toute sa longueur, tous les 25 mètres. Prévoir un panneau supplémentaire au droit de chaque accès au chantier.</p>			Durée chantier
15	<p><b>Conditions d'accès des personnes autorisées</b></p> <p><u>Information des salariés</u></p> <p><b>Dès l'entrée sur le chantier</b>, le personnel sera systématiquement <b>informé</b> par son responsable hiérarchique d'entreprise, de ses <b>obligations en matière de protections individuelles et collectives</b> (obligations prescrites dans le PGC, port du casque et des chaussures de sécurité, port d'un badge nominatif, port des lunettes de sécurité etc...).</p>	Toutes entrep.	A désigner Toutes entrep.	Quotidien


#### 3.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
20	<b>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</b> <b>Organisation générale</b> <u>Projet de plan d'installation de chantier</u> <b>Réaliser un plan d'installation de chantier</b> <b>Préciser sur un plan d'installation de chantier :</b> Les points de raccordement aux réseaux de distribution desservant le chantier Le tracé des réseaux enterrés et aériens existants sur le site. L'emplacement des clôtures de chantier. Les accès au chantier. Les sens de circulation. Les zones de nettoyage des toupies et roues des camions et engins. Les aires de stationnement pour les véhicules d'entreprises et engins. Les aires de stationnement pour les véhicules du personnel et de l'encadrement du chantier. Les zones interdites à la circulation et au stationnement. Les zones de stockage par type de matériaux. Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoires, bureaux, salles de réunion, infirmerie, etc.). Le tracé des réseaux de distributions (électricité, eau, téléphone, air comprimé, assainissement, etc.) et la position des points de distribution. La position des téléphones de secours et des points de rassemblement. La position des moyens de secours contre l'incendie. Ce plan sera affiché dans le bureau de chantier  .....	Coord.SPS Entreprise générale Maître d'oeuvre	Coord.SPS Entreprise générale Maître d'oeuvre	Immédiat
37	<b>CLOTURE DE CHANTIER</b> <b>Modification d'implantation de la clôture</b> <b>Toutes les modifications de tracé de la clôture seront décidées collégalement en réunion de chantier par le Maître d'oeuvre, le Maître d'Ouvrage, l'OPC et le CSPS.</b>	Coord.SPS Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage OPC	Coord.SPS Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage OPC	Durée chantier
18	<b>ZONE DE CANTONNEMENT</b> <b>Gestion de cantonnement - Base vie</b> La base vie sera gérée par le responsable du chantier désigné pendant toute la durée des travaux du présent marché. Elle sera ouverte chaque matin à l'arrivée de la première équipe et refermée chaque soir au départ de la dernière équipe. Cette base vie devra rester opérationnelle pendant la durée totale de chaque tranche de travaux, y compris pendant les périodes éventuelles d'arrêt du chantier.			Durée chantier


29	<b>Installations communes de vie collective</b> Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier .  Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier.  Elles pourront se grouper pour les réaliser et les entretenir.	Tous interv. Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier
1	<b>Bureaux de chantier</b> Mettre à disposition des bureaux en nombre et capacité conformes aux prescriptions du marché, équipés du mobilier nécessaire, correctement chauffés, éclairés et aérés conformément aux règles qui leurs sont applicables. Prévoir un nettoyage régulier.	A désigner		Durée chantier
43	<b>Installations communes d'hygiène</b>  Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier.	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
14	<u>sanitaires</u> Installer et mettre à disposition des travailleurs des cabinets d'aisance aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique, à raison d'au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes si présence féminine sur le chantier.( cf R4534-144, R 4228-2 à 18 du C.T.)	A désigner		Durée chantier
2	<b>Mise à disposition d'EPI</b> <b>Pour les personnes extérieures au chantier (livreur, vendeurs commerciaux, visiteurs du chantier) il sera mis à disposition dans une armoire de la salle de réunion les EPI suivants :</b>  5 paires de chaussures de sécurité, 5 casques de chantier, 5 paires de lunettes de sécurité, Des protections auditives,...			Durée chantier
9	<b>NETTOYAGE DU CHANTIER</b> Chaque entreprise devra : <ul style="list-style-type: none"> <li>en fin de journée: faire un nettoyage et un rangement des locaux concernés par son intervention (évacuation des gravats, récupération des emballages, des polystyrènes, de la laine de verre, du bois etc.)</li> <li>en fin de semaine: faire un nettoyage soigné et complet de l'ensemble des parties concernées par son intervention (balayage des planchers, escaliers, rangement des matériels, des nacelles, des rallonges électriques, des extérieurs des bâtiments, des échafaudages etc. )</li> </ul> Lorsqu'une entreprise quitte une zone du chantier ou un secteur de l'ouvrage après y avoir travaillé, elle doit assurer le nettoyage de cette zone et évacuer ses déchets à l'extérieur de l'ouvrage, dans les bennes à déchets, afin de permettre aux autres entreprises d'investir la zone.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
22	<b>Nettoyage des voies d'accès et de circulation de chantier</b> Entreprise générale assurera l'entretien et nettoyage des voies d'accès et de circulation de chantier pendant la durée des travaux, compris balayage autant que nécessaire suivant les travaux pour la sécurité des travailleurs.			Durée chantier

21	<b>Nettoyage de la voirie extérieure au chantier</b> Lors de chaque phase de roulage de matériaux nécessitant l'utilisation de plusieurs camions, un nettoyage systématique des rues adjacentes souillées, sera effectué le jour même par l'entreprise responsable. En cas de nécessité, l'entreprise organisera plusieurs nettoyages par jour pour assurer la propreté des voies afin de ne pas provoquer d'accident.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
----	--	-------------------	-------------------	----------------

### 3.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
7	<b>RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DR et DICT</b>  Les travaux réalisés au voisinage d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, qu'ils se déroulent dans le domaine privé ou public, sont soumis à certaines dispositions réglementaires (décret 2011-1241 du 05/10/2011) : - déclaration de projet de travaux (DT) : à charge du maître d'ouvrage, au stade de l'élaboration du projet, - déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) : chaque entreprise, y compris sous-traitante, ou membre d'un groupement d'entreprises, chargée de l'exécution des travaux, est tenue d'adresser cette déclaration avant intervention. Les formulaires permettant d'effectuer ces déclarations, ainsi que la liste des exploitants de réseaux à qui elles doivent être envoyées, sont disponibles sur le Télé - service <a href="http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr">www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr</a> . La consultation du Télé- service est obligatoire. Ces déclarations doivent être renouvelées si les travaux n'ont pas débutés dans les 3 mois après la consultation du Télé - service. <b>D.I.C.T.</b>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Immédiat
28	Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) à établir par chaque entreprise qui exécute des travaux dans une zone où sont implantés des ouvrages ou réseaux. Joindre les récépissés des DICT dans le PPSPS.  Etablir une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) et suspendre leur exécution dans l'attente de la réponse de chacun des exploitants de réseaux.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Immédiat

### 3.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
8 	<p><b>AMIANTE</b></p> <p>Rappel des principales bonnes pratiques incombant aux acteurs du chantier lorsque l'ouvrage renferme des matériaux contenant de l'amiante (MCA) :</p> <p><u>Maître d'ouvrage (donneur d'ordre) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>communiquer tous les documents de repérage amiante (DTA, repérage avant démolition totale ou partielle, repérage avant travaux) au maître d'œuvre, aux entreprises (DCE) et au CSPS.</b></li> <li>• choisir des entreprises certifiées pour les travaux de retrait et d'encapsulage d'amiante (Travaux sous section 3) ;</li> <li>• choisir les entreprises certifiées pour effectuer les examens visuels et mesures d'empoussièrement vous incombant (Travaux sous section 3) ;</li> <li>• récupérer et conserver les bordereaux de suivi de déchets renfermant de l'amiante (BSDA) ;</li> </ul> <p><u>Maître d'œuvre – OPC :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• vérifier la bonne transmission des documents « amiante » aux entreprises, et <b>la cohérence des repérages réalisés par rapport au périmètre et au contenu des travaux</b> ;</li> <li>• notifier l'obligation de certification d'entreprise dans les CCTP et vérifier que les entreprises choisies sont titulaires d'une certification (travaux de démolition, encapsulage ou retrait) ;</li> <li>• tenir compte des délais d'instruction du plan de retrait (travaux sous section 3) ou modes opératoires (Interventions sous section 4) ;</li> <li>• interdire toute co-activité dans les zones de travaux provoquant l'émission de fibres.</li> </ul> <p><u>Entreprise – sous-traitant – travailleur indépendant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• s'assurer de l'exhaustivité des repérages avant travaux et de leur cohérence par rapport au périmètre et au contenu des travaux ;</li> <li>• élaborer et fournir un PPSPS ainsi qu'un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage (Travaux sous section 3), ou des modes opératoires (Intervention sous section 4)</li> <li>• former ses salariés ;</li> <li>• évaluer le niveau d'empoussièrement des opérations ;</li> <li>• respecter les règles techniques liées à ses travaux ;</li> <li>• conditionner, stocker et évacuer les déchets amiantés selon les dispositions réglementaires et règles de l'art.</li> <li>• informer le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre et le C. SPS de tout aléa en phase de chantier.</li> </ul>	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

## 4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

### 4.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES</b>			
19	La circulation et les manœuvres des véhicules et engins à l'intérieur du chantier devront être organisées selon les principes développés dans la recommandation <b>CRAM R.434</b> .	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
10	<b>Plan de circulation</b> Etablir un plan de circulation pour la réalisation des travaux. Privilégier la spécialisation des différentes voies de circulation dans le plan de circulation. <u>Prévoir notamment</u> : le sens de circulation les zones de manœuvre des véhicules et engins les zones de stockage les circulations des piétons et des véhicules l'organisation des manœuvres les zones tampon de stationnement à l'entrée du chantier. Ce plan de circulation sera <b>soumis, pour avis</b> au Maître d'oeuvre et au coordonnateur avant le commencement des travaux.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
30	<b>Conditions de circulation</b> Consignes applicables pour les engins et véhicules se déplaçant sur le chantier : <ul style="list-style-type: none"> <li>respecter les limitations de vitesse imposées : <b>30 Km/h</b> maximum</li> <li>respecter la signalisation</li> <li>respecter les interdictions (passage, charges limites, stationnement, etc.)</li> <li>respecter les priorités</li> <li>respecter les distances minium de sécurité</li> <li>respecter le code de la route</li> <li>ne transporter personne en dehors des places prévues à cet effet</li> <li>circuler godet ou lame baissée (si l'engin en est muni)</li> <li>ne pas circuler benne levée</li> <li>circuler feux de croisement allumés</li> <li>ne pas circuler au point mort</li> </ul>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier

### 4.2. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE





N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
35	<p><b>UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES</b></p> <p>De manière générale, tout entrepreneur intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent inadaptées aux risques encourus ou insuffisantes, à mettre en oeuvre à ses frais, les dispositifs de protection nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des personnes intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent.</p> <p>En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'oeuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante. Le coût de l'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre sera également mis à la charge de l'entreprise défaillante.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent

#### 4.3. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
42	<p><b>RISQUES LIES AUX ACCES A DES PARTIES D'OUVRAGE INACHEVEES</b></p> <p>Lorsqu'une partie d'ouvrage n'est pas livrable au service du chantier, <b>en raison de son caractère inachevé</b>, et dont l'accès présente des dangers pour les personnes, elle sera nettement délimitée et visiblement signalée par l'entreprise qui en est chargée.</p> <p><b>Son accès sera interdit</b> par des dispositifs matériels. La ou les zones concernées seront signalées par tout moyen : balisage, panneau "Zone dangereuse - Accès interdit", etc....</p> <p>L'entreprise chargée de la partie de l'ouvrage en informera sans délai la maîtrise d'oeuvre afin que cette dernière transmette l'information à l'ensemble des entreprises du chantier et interdise l'accès et le travail dans la zone concernée.</p>	Entrep. concernée		Durée chantier



5	<p><b>RISQUES LIES A L'AMIANTE: ENCAPSULAGE OU RETRAIT Y COMPRIS AVANT DEMOLITION (Travaux sous section 3)</b></p> <p><b><u>Rappel des principales dispositions applicables à tous types d'ouvrages (bâtiment, route, autoroute, voie ferrée, ouvrage d'art, canalisation, équipement, etc...) :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Depuis le 1er Juillet 2014 l'entreprise sera obligatoirement titulaire d'une certification pour réaliser les travaux d'encapsulage ou de retrait d'amiante, y compris les entreprises de génie civil en extérieur (par exemple travaux ou interventions sur enrobés, voies ferrées, réseau de canalisations, etc...)</li> <li>- Le personnel intervenant sera formé et recyclé.</li> <li>- L'évaluation des risques et le mesurage des empoussièrtements seront effectués par l'entreprise conformément aux dispositions réglementaires de l'article R.4412.126 du code du travail.</li> </ul> <p><b><u>L'entreprise établira :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage, tenu à disposition sur le chantier, qu'elle communiquera au moins un mois avant le démarrage des travaux aux organismes de prévention du lieu du chantier (inspecteur du travail, service prévention de la CARSAT, OPPBTP)</li> <li>- un rapport de fin de travaux contenant les éléments indiqués à R. 4412.139 du code du travail, qu'elle remettra au maître d'ouvrage pour intégration dans le DIUO et copie au Coordonnateur SPS.</li> </ul> <p>Préalablement à l'enlèvement total ou partiel du dispositif de confinement et à la restitution de la zone, l'entreprise procédera aux examens, nettoyages, mesures et actions prescrites à R. 4412.140 du code du travail.</p>	Entrep. concernée		Durée chantier
<p>38</p> 	<p><b>RISQUES LIES A L'AMIANTE: DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES ACTIVITES</b></p> <p>Qu'il s'agisse d'opérations de <b>retrait / encapsulage</b> ou bien d'interventions sur des matériaux, équipements, matériels, articles susceptibles d'émettre des fibres d'amiante, et afin d'éviter tout risque de co- activité, les moyens adaptés seront mis en œuvre par l'entreprise afin de réduire au niveau le <b>plus bas techniquement possible</b> la durée et le niveau d'exposition des intervenants, et garantir l'absence de pollution des bâtiments, structures, installations dans lesquels ou dans l'environnement desquels sont réalisées les opérations.</p> <p><b><u>Ces moyens comprennent :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des techniques et modes opératoires de réduction de l'empoussièrtement : travail robotisé en système clos, imprégnation à cœur des matériaux (agents mouillants), démontage d'éléments, déconstruction.</li> <li>• Les mesures nécessaires de confinement et de limitation de la diffusion des fibres à l'extérieur de la zone des opérations : moyens de décontamination appropriés, et procédures de décontamination.</li> <li>• Le contrôle de l'empoussièrtement grâce à un programme de mesures destinées à vérifier en permanence, dans toutes les zones de travaux, que le niveau d'empoussièrtement ne dépasse pas les seuils prescrits par la réglementation. Ce programme de mesures est détaillé dans le plan de retrait ou d'encapsulage (PDRE – Travaux sous section 3) ou dans les modes opératoires d'intervention (intervention sous section 4).</li> </ul>	Entrep. concernée		Durée chantier

25 	<p><b>RISQUES LIÉS À L'AMIANTE: INTERVENTION SUR LES MATÉRIEAUX, ÉQUIPEMENTS, MATÉRIELS, ARTICLES SUSCEPTIBLES DE PROVOQUER L'ÉMISSION DE FIBRES (Interventions sous section 4)</b></p> <p><b>Rappel des principales dispositions applicables à tous types d'ouvrages (bâtiment, route, autoroute, voie ferrée, canalisation, équipement, etc...) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le personnel intervenant sera formé et recyclé.</li> <li>- L'évaluation des risques et le mesurage des empoussièrtements seront effectués par l'entreprise conformément aux dispositions de l'article R.4412.126 du code du travail.</li> <li>- Pour chaque processus de travail, une personne qualifiée de l'entreprise établira un mode opératoire, et le transmettra, ainsi que ses mises à jour, aux organismes de prévention du lieu de l'établissement, ainsi qu'aux organismes du lieu de l'intervention (Inspection du travail, CARSAT, OPPBTP).</li> </ul> <p>Pour les interventions <b>supérieures à 5 jours</b>, l'entreprise transmettra en outre à l'inspecteur du travail, la CARSAT et l'OPPBTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le lieu, la date de commencement et la durée de l'intervention ;</li> <li>- La localisation de la zone à traiter et la description de l'environnement de travail ;</li> <li>- Le DTA et les rapports de repérages avant travaux ;</li> <li>- La liste des intervenants, avec indication de la date de délivrance des attestations de compétence, et des visites médicales ;</li> <li>- La liste des secouristes affectés au chantier et la date de validité de leur formation.</li> </ul>	Entrep. concernée		Durée chantier
33	<p><b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR</b></p> <p>Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance. Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc. Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
4	<p><b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP</b></p> <p>La conduite des PEMP (Plate-forme Élévatrice Mobile de Personne) est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise attestant de la formation et de l'aptitude médicale des opérateurs. Le matériel sera conforme et à jour des contrôles réglementaires.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
16	<p><b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR À PARTIR DES PLANCHERS, TRÉMIES, RESERVATIONS, GAINES, REGARDS</b></p> <p>Les modes opératoires des entreprises devront être détaillés dans chaque PPSPS, en tenant compte des modes constructifs retenus (pré-dalles, bacs métalliques, plancher coulé en place, autre...). Les trémies et gaines seront protégées contre tout risque de chute soit par platelage <b>solidement fixé</b> (petite trémie de section <b>&lt; à 1m²</b>), soit par garde-corps (grande trémie de section <b>&gt; à 1m²</b>).</p>	Toutes entrep.		Durée chantier

31	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES</b> Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité spécifique. En conséquence, il est formellement interdit à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative. Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied", et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants" seront appliquées.	Toutes entrep.		Durée chantier
3	<b>TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÈRES</b> <b>Nuisances dues au bruit :</b> Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants. Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels que capotage, écran, silencieux, pièges à son etc..., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques. <b>Nuisances dues aux poussières :</b> Limiter les travaux occasionnant la production de poussières. <b>En cas d'impossibilité :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ventiler les locaux hors d'air.</li> <li>• humidifier les matériaux ou le sol.</li> <li>• aspirer les poussières à la source.</li> </ul>	Toutes entrep.		Durée chantier
27	<b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING</b> En conformité avec les principes généraux de prévention, la planification des travaux devra être conçue de manière à éviter les co activités. L'élaboration du planning devra tenir compte des éventuelles interventions simultanées dans une même zone et à des niveaux différents. Le phasage et le planning (documents remis avant tout début de travaux) préciseront les périodes et les zones affectées aux différents travaux. Ils seront conçus de manière à éviter tous travaux superposés. L'entreprise sera tenue de concevoir et programmer ses interventions en interdisant à son personnel d'exécuter des tâches à des niveaux différents dans une même zone. Le planning fera apparaître les mesures de prévention ( moyen d'accès, garde-corps, présence de moyens de levage, ....)	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
39	<b>PORT DES E.P.I.</b> Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels sont mis à disposition des intervenants par l'entreprise. Le port effectif de ces EPI est contrôlé par chaque entreprise. Le prêt d'EPI aux visiteurs est assuré par l'intervenant de chantier concerné (maître d'ouvrage, maîtrise d'oeuvre, entreprise).	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
41	<b>Port des EPI lors de travaux particuliers</b> Utiliser lorsque la protection ne peut être assurée par des dispositifs de protection collective, des protections individuelles, elles sont définies en fonction d'une analyse de risque préalable.	Tous interv. Toutes entrep.	Tous interv. Toutes entrep.	Durée chantier

12	<p><b>RISQUES LIÉS AUX TRAVAUX EN FOUILLE OU EN EXCAVATION</b></p> <p>Avant tout travaux l'entreprise doit s'informer de l'existence éventuelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de terre rapportée sur la zone de ses travaux</li> <li>• de réseaux ou canalisations enterrés</li> <li>• des risques d'impregnation du sous-sol par des produits chimiques dangereux</li> </ul> <p>Les fouilles et excavations devront être réalisées, aménagées et signalées dans les conditions prescrites par le code du travail. Elles seront en particulier blindées ou talutées afin de prévenir tout risque d'ensevelissement des personnes devant effectuer des interventions en fond de fouille.</p> <p>Des moyens d'évacuation rapide seront mis en place. Des moyens de franchissement seront positionnés sur les fouilles de largeur supérieure à 0,40m. Les parois des fouilles en tranchée ou en excavation devront être aménagées de façon à prévenir les éboulements.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Ph. préparation
40	<p><b>RISQUES LIÉS À LA STABILITÉ DES OUVRAGES EN PHASE PROVISOIRE</b></p> <p>Les mesures prises afin d'assurer la stabilité des structures en phase provisoire, seront détaillées dans le PPSPS des entreprises, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etalement justifié par note de calcul conforme et plan de montage préalablement établi.</li> <li>- Mise en œuvre et stabilité d'éléments préfabriqués lourds (poteaux, poutres, planchers, ou tout autre élément préfabriqué, ...) assurés par des dispositifs rigides</li> <li>- Béton précontraint : mesures liées au danger résultant d'une libération intempestive d'énergie au cours de la mise en tension des armatures.</li> </ul> <p>La mise en place, ainsi que l'enlèvement des dispositifs assurant la stabilité de ces structures ne pourront être accomplis que sur l'ordre et sous l'autorité d'une personne compétente nommément désignée par l'employeur.</p> <p>Les documents relatifs aux prescriptions techniques des bureaux d'études, services méthodes des entreprises et fabricants de ces éléments préfabriqués, relatifs à la stabilité des structures en phase provisoire, devront être transmis à la maîtrise d'œuvre et tenus à disposition sur le chantier.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
11	<p><b>Démolition/ déconstruction/ réhabilitation impliquant les structures porteuses</b></p> <p>Désigner une personne compétente chargée de diriger les travaux, de contrôler la mise en œuvre et le respect des mesures de prévention, ayant l'expérience des techniques particulières mises en œuvre pour la démolition des ouvrages. Mentionner les noms et qualité de cette personne dans le PPSPS.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier

## 5. INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTÉRIEUR OU A PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

### 5.1. INTERFÉRENCES AVEC UN ÉTABLISSEMENT EN ACTIVITÉ SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
17	<b>DELIMITATION DU CHANTIER - MATERIALISATION DES ZONES DANGEREUSES</b> Le chantier devra être rendu clos et indépendant de la partie de l'établissement dans lequel il se déroule, ou d'un établissement voisin, maintenu en activité, par une clôture de chantier. En règle générale, l'accès aux zones de l'établissement en activité, ou à l'établissement voisin, sera interdit au personnel du chantier. Lorsque cet accès sera rendu nécessaire le responsable de l'établissement concerné en précisera les conditions pratiques telles que les horaires, itinéraires, zones interdites, matérialisation des zones dangereuses, accompagnement, consignes, etc.... Il communiquera par écrit au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS ces conditions d'accès.			Avt arriv. Ent
13	<b>Matérialisation des zones dangereuses</b> Matérialiser les zones présentant un risque pour la sécurité ou la santé des occupants. Mettre en place une signalétique adaptée caractérisant la nature du risque : <ul style="list-style-type: none"> <li>• panneaux attention <b>DANGER de MORT</b></li> <li>• panneaux attention <b>COURANT ELECTRIQUE</b></li> <li>• panneaux attention <b>TREMIES</b></li> <li>• panneaux attention <b>MONTAGE</b> (préciser) <b>EN COURS</b></li> <li>• protection mécanique au sol le long du cheminement des câbles électriques.</li> </ul>	Toutes entrep.		Durée chantier

## 6. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

### 6.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
26	<p><b>APPEL DES SERVICES D'URGENCE</b></p> <p><b>Cas général</b></p> <p>N° à composer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>SAMU : 15</b> à partir d'un téléphone fixe ou <b>112</b> à partir d'un téléphone mobile.</li> <li><b>Police ou Gendarmerie : 17</b></li> <li><b>Sapeurs pompiers : 18</b></li> </ul>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier

## 7. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

### 7.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
34	<b>PPSPS</b> Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent
6	<b>INSPECTION COMMUNE</b> Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent

## 8. ANNEXES

### 8.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

#### 8.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	VAR AMENAGEMENT DEVELOPPEMENT Av D'ENTRECASTEAUX BP 1406 83056 TOULON CEDEX France	M. VINCENT Jean Michel	0494039595 0687432975 0494039575 jm.vincent@vad83.eu
Maître d'oeuvre	EQOTEC 47, route du Vittulo 20000 AJACCIO France	M. FEDERICCI PHILIPPE	0495287479 0610752436 eqotec@orange.fr
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - AJACCIO ROUTE DE MEZZAVIA IMMEUBLE IVOIRE 20090 AJACCIO France	Mme BACHMANN VALERIE	valerie.bachmann@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - AJACCIO ROUTE DE MEZZAVIA IMMEUBLE IVOIRE 20090 AJACCIO France	Mme BACHMANN VALERIE	valerie.bachmann@apave.com



### 8.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DIRECCTE CORSE DU SUD - MR BALBI IGOR 2 Chemin du Loretto 20000 AJACCIO France	M. BALBI Igor	0495246614 igor.balbi@direccte.gouv.fr
DREAL	DREAL CORSE DU SUD 19 Cours Napoléon 20000 AJACCIO France		0495517970 0495517989 dreal-corse@developpement-du- rable.gouv.fr
CRAM	CARSAT VIDAL LUCAS 16, avenue Maréchal Lyautey 20090 AJACCIO France	M. VIDAL LUCAS	0628454644 0628454644 lucas.vidal@carsat-sudest.fr
OPPBTP	OPPBTP TERRACHON 12 Quai des Martyrs Liberation 20200 BASTIA France		0495320993

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux - **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

### 8.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	<b>15</b> (à partir d'un tel. fixe) ou <b>112</b> (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	<b>17</b>
Pompiers	<b>18</b>

### 8.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------



## CRÉATION DES DESCENTES EAUX PLUVIALES ET EAUX USÉES À LA CITÉ DOUANES - AJACCIO (2A)

COORDINATION SPS

Aff. n°: C25167274

INTEGRATION DE LA SECURITE AU CHANTIER

PLAN GENERAL SIMPLIFIE DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

N°chrono: 5

Date: 28/07/25

Page: 27 / 29

### 8.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS

## 8.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Les documents de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante communiqués par le maître d'ouvrage sont joints en annexe du présent PGC.

Tous les documents sont mis à disposition par le Maître d'Ouvrage

## 8.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

**Attention** : l'ouvrage est susceptible de contenir du plomb. L'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant du plomb n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage. Dans l'attente de leur communication, il appartient au maître d'oeuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer du plomb, générant un risque d'inhalation de poussières de plomb tels que : démolition même partielle, découpe, percement, grattage, ponçage, meulage, etc...

## 8.4. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

## 8.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

## 8.6. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

Règlement de l'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

## 8.7. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

**PLAN PARTICULIER SIMPLIFIÉ DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ**

Tous les entrepreneurs, indépendants compris, intervenant sur le site doivent établir un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).

- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en fonction :

- des contraintes propres à l'opération
- des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise.
- des prescriptions particulières du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Un PPSPS doit analyser de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le site. Il doit être impérativement adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise.

Il doit définir les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrire les mesures de sécurité mises en oeuvre pour supprimer ces risques.

Le PPSPS énumère le contenu des renseignements que l'entreprise doit fournir ainsi que les mesures qu'elle entend prendre pour assurer la sécurité de son personnel et de celui des autres entreprises travaillant sur le chantier.

Un PPSPS est tenu à jour durant le chantier : il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à toute intervention, chaque entrepreneur procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune aura lieu avant la diffusion définitive du PPSPS de manière à intégrer éventuellement dans ce document les consignes résultant de l'inspection.

Chaque entreprise intervenante devra diffuser son PPSPS au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffusera son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (Ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTP.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur de sécurité transmettra aux entrepreneurs, ou laissera en consultation sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout plan particulier de sécurité et de protection de la santé peut être obtenu par chacun des entrepreneurs participant à l'opération sur simple demande auprès du coordonnateur SPS.

**8.8. DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES****Fichier(s) en annexe**

Fiche Recap. Batiment\_Entrees\_ABCD\_PC



Référence : Bâtiment\_Entrées\_ABCD\_PC

## Fiche récapitulative



**AC Environnement**



APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE  
**N°Vert 0 800 400 100**



[www.ac-environnement.com](http://www.ac-environnement.com)



[contact@ac-environnement.com](mailto:contact@ac-environnement.com)

## FICHE RECAPITULATIVE du DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Présence d'amiante

**OUI**

Date de création : 26/01/2015

A	Propriétaire	B	Etablissement
Nom :	. EPA DE LA MASSE DES DOUANES	Nom :	Bâtiment_Entrées_ABCD_PC
Adresse :	11 Rue des deux Communes 93558 MONTREUIL Cedex	Adresse :	2, Rue des Cigales - Quartier Pietralba 20100 AJACCIO
		Immeuble bâti pour lequel le DTA a été constitué :	NC
		Année de construction ou du permis de construire :	NC
C	Détenteur du DTA	D	Modalités de consultation
Nom :	. EPA DE LA MASSE DES DOUANES	Lieu :	
Adresse complète :	11 Rue des deux Communes 93558 MONTREUIL Cedex	Horaires :	
Fonction : NC - Service : NC		Contact, si différent du détenteur du dossier :	
Téléphone :	0000000000	Commentaire :	NC

### E Rapports de repérage

Numéro de référence du rapport de repérage	Date du rapport	Nom de la société et l'opérateur de repérage	Objet du repérage
002JV000693	26/01/2015	AC Environnement - VIANY Jean-David	DTA

### F Historique et Mises à jour de la fiche récapitulative

- 26/01/2015 Création de la fiche récapitulative

### G Liste des locaux ayant donné lieu au repérage

Liste des locaux visités	
Rapport de repérage	Volumes visités
002JV000693	TOITURE, FACADES, PARTIE COMMUNE RDC à R+4

Liste des locaux non visités devant donner lieu à une prochaine visite		
Nom Volume / Localisation	Motif de non visite	Commentaire
-	N°	

## H Matériaux et produits contenant de l'amiante

### Matériaux et produits de la liste A

Date repérage	Type de repérage	Matériau ou produit	Localisation précise	Etat de conservation	Mesures obligatoires associées

### Matériaux et produits de la liste B

Date repérage	Type de repérage	Matériaux	Localisation précise	Etat de conservation	Mesures obligatoires associées
26/01/2015	DTA	Conduit en fibres-ciment	TOITURE	EP	Evaluation périodique
26/01/2015	DTA	Conduit en fibres-ciment	ARTIE COMMUNE RDC à R+	EP	Evaluation périodique

### Matériaux et produits de la liste C

Date repérage	Type de repérage	Matériaux	Localisation précise	Etat de conservation	Mesures obligatoires associées

## I Evaluation périodique des matériaux et produits contenant de l'amiante

Liste	Date	Matériau ou produit concerné	Localisation	Etat de conservation	Mesures obligatoires associées

## J Travaux de retrait ou de confinement - Mesures conservatoires

Liste	Matériau ou produit	Localisation	Nature des travaux ou des mesures	Date des travaux ou des mesures	Entreprises intervenantes	Résultats examen visuel / mesure



**K****Rappel des obligations relatives aux produits amiantifères repérés****Produits de la liste A (flocage-calorifugeage-faux plafond) :**

**Score 1** : L'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception ;

**Score 2** : La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R. 1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception ;

**Score 3** : Les travaux de retrait ou de confinement sont achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation. Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées sont mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et, dans tous les cas, à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux. Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

**Produits de la liste B :**

**Score EP** (Evaluation périodique) : Cette évaluation consiste à :

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

**Score AC1** : Cette action corrective consiste à :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

**Score AC2** : Cette action corrective consiste à :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

## L Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en oeuvre des mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R.1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en oeuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation, ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

### 1. Informations Générales

#### a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre une exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec l'exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants, ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

#### b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristiques, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante, en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou situation (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les professionnels pour la gestion des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

### 2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits

Les entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement des matériaux et produits contenant de l'amiante doivent être certifiées.

Tous les travailleurs susceptibles d'intervenir sur les matériaux amianés (comme les opérateurs de repérage, électriciens, couvreurs, services techniques, etc...) doivent avoir suivi une formation en adéquation avec le niveau de responsabilité du travailleur. Le code du travail exige pour les activités et interventions sur matériaux contenant de l'amiante que les travailleurs affectés soient notamment formés au préalable à la prévention des risques liés à l'amiante (article R.4412-100 du code du travail), bénéficie d'un suivi médical (article R.4412-44 du code du travail). Il convient par ailleurs que l'employeur établisse avant toute intervention un mode opératoire (article R.4412-140 du code du travail), qui doit être transmis à l'inspecteur du travail, les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et le cas échéant, l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM), l'institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

### 3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières lors d'interventions ponctuelles non répétées, comme par exemple :  
- accrochage d'un tableau ;  
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;  
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, comme par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'un vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique) et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr).

### 4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

#### a) Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante doivent être conditionnés en sacs étanches et étiquetés avant leur sortie de la zone de confinement.

Seuls les déchets où l'amiante est fortement lié (les dalles de sol ou amiante lié à des matériaux inertes par exemple) peuvent être entreposés temporairement sur le chantier, sur une aire d'entreposage couverte permettant de prévenir les risques de rupture d'intégrité de leur conditionnement. L'accès à l'aire d'entreposage est interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les autres déchets contenant de l'amiante sont évacués vers les installations de traitement des déchets dès leur sortie de la zone de confinement. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

#### b) Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

#### c) Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amiante doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

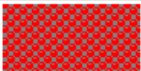
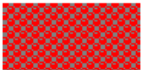
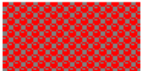

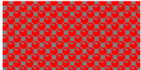

#### d) Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :  
- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;  
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;  
- de la mairie ;  
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

#### e) Traçabilité

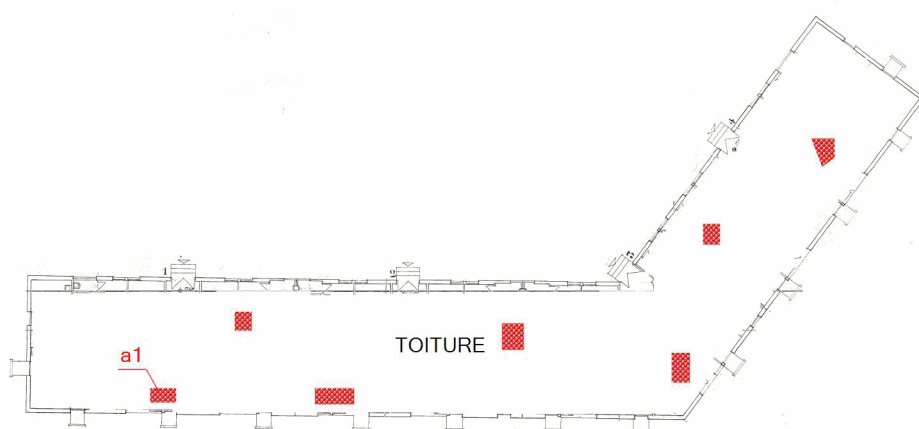
Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des

**M** **Légende des plans**

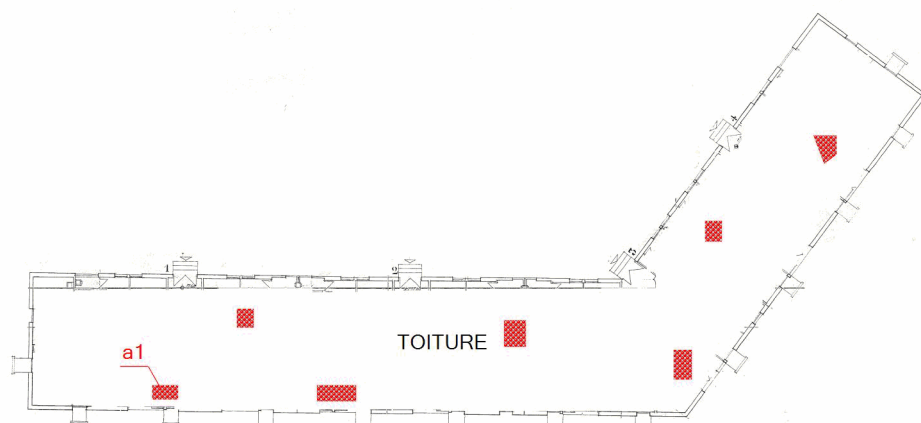
Plan	Signalétique	Description
TOITURE BATIMENTS - Plan de repérage - MPCA Toutes catégories confondues		A1: Conduit en fibres-ciment
TOITURE BATIMENTS - Plan de repérage - MPCA Conduits, canalisations et		A1: Conduit en fibres-ciment
PARTIE COMMUNE RDC à R+4 - Plan de repérage - MPCA Toutes catégories		A2: Conduit en fibres-ciment
		A2: Conduit en fibres-ciment
PARTIE COMMUNE RDC à R+4 - Plan de repérage - MPCA Conduits, canalisations		A2: Conduit en fibres-ciment
		A2: Conduit en fibres-ciment

**N** Liste des plans des MPCA

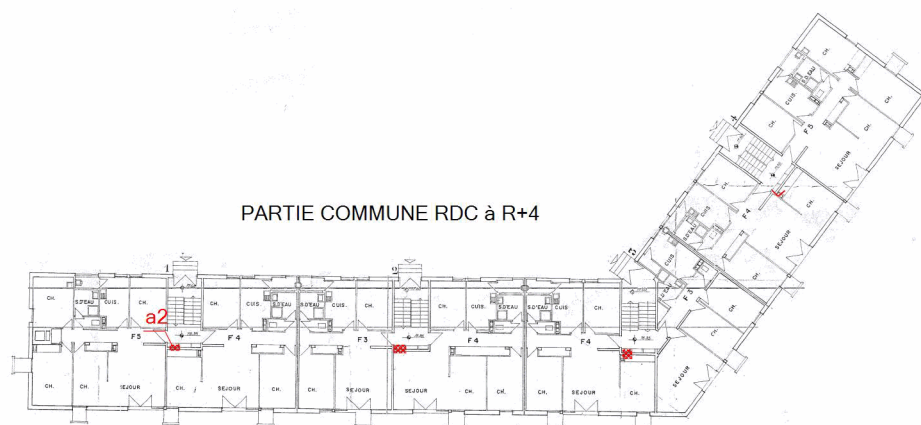
TOITURE BATIMENTS - Plan de repérage - MPCA Toutes catégories confondues



TOITURE BATIMENTS - Plan de repérage - MPCA Conduits, canalisations et équipements



PARTIE COMMUNE RDC à R+4 - Plan de repérage - MPCA Toutes catégories confondues



PARTIE COMMUNE RDC à R+4 - Plan de repérage - MPCA Conduits, canalisations et équipements

